

Les oubliés du grand débat organisent leur propre consultation

Méfiant vis-à-vis du processus officiel, plusieurs groupes de gilets jaunes, précaires ou professionnels de services publics menacés, ont lancé leur propre "grand débat". Un brouhaha démocratique, où se lisent méfiance vis-à-vis des élites, peur du lendemain et un véritable foisonnement d'expertises.

C'est l'autre grand débat. Celui qui croise le questionnaire national adressé aux citoyens par le président, s'en émancipe, rêve d'autre chose que d'une grille fermée à 80 questions. Des dizaines de milliers de témoignages et contributions, en ligne, provenant d'associations venant en aide aux pauvres ou aux précaires, de certains corps de métiers oubliés du programme officiel comme la santé, ou encore des gilets jaunes eux-mêmes, méfiants quant à la transparence du processus officiel. Un brouhaha démocratique, où s'exprime aussi la parole des "experts de leur vécu".

Le site de grande envergure "Le vrai débat"², bâti par des gilets jaunes, annonce d'ailleurs la couleur : regrettant que le gouvernement n'ait pas choisi de suivre les directives de la commission nationale du débat public³ et de sa présidente, Chantal Jouanno, ses fondateurs l'ont imaginé en opposition franche avec la plateforme du "Grand débat national" lancée par Emmanuel Macron le 15 janvier.



Son sous-titre est de ce point de vue explicite :

"Ils ne nous ont pas invités, faisons-le ensemble."

Fait plutôt cocasse, l'entreprise Cap collectif, qui a fourni au gouvernement l'outillage technique pour sa plateforme du "grand débat", a également apporté son assistance aux gilets jaunes, mais gratuitement cette fois-ci :

"Cap collectif est neutre. Les gilets jaunes ont clairement dit qu'ils ne participeraient pas au Grand débat national," a expliqué Cyril Lepage à BFM⁴, lors du lancement de la plateforme du Vrai débat. "Leur offrir nos services pour faire valoir leurs doléances, c'est aider à résoudre la crise."

¹ <https://www.mediapart.fr/journal/france/090614/democratie-sanitaire-44-entendre-ceux-que-lon-ne-coute-plus?onglet=full>

² <https://le-vrai-debat.fr/>

³ <https://www.mediapart.fr/journal/france/260119/grand-debat-les-secrets-d-un-hold?onglet=full>

⁴ <https://www.bfmtv.com/tech/le-vrai-debat-la-plateforme-des-gilets-jaunes-ouvrira-le-28-janvier-1619561.html>

À la manœuvre, une dizaine d'administrateurs de groupes régionaux, dont certains avaient lancé leur site localement, soutenus par une ribambelle de chercheurs, citoyens engagés sur les questions démocratiques, élus[§]... Depuis son ouverture fin janvier, et à une semaine de la fin de la consultation, la plateforme disait recenser **115 000 contributions, un million de votes exprimés et 40 000 participants**.

Les contributions des visiteurs sont classées par thème (démocratie, transition écologique, armée, alimentation, transport, affaires étrangères, culture, économie, handicap...), avec également un espace pour les "sujets de société". Chaque proposition est soumise à trois possibilités de vote – d'accord, pas d'accord, mitigé –, qui s'affichent sous formes de "camemberts", les arguments des uns et des autres se déroulant en dessous.

□ L'instauration d'un **référendum d'initiative citoyenne (RIC)**, devenu en quelques mois l'un des marqueurs du mouvement des *gilets jaunes*, a été rejetée d'emblée par Emmanuel Macron, qui y voit un procédé assassin pour la démocratie parlementaire. Sur le "Vrai débat", l'initiative fait sans surprise un carton, avec plus de 5 500 votes pour, et pas moins de 859 arguments échangés, à l'instar de ces deux contributions :

➡ "L'élection du président suivie des législatives aboutit à une majorité qui n'est pas représentative de la population. L'instauration d'une dose conséquente de proportionnelle permettrait de gommer cette anomalie. Le RIC permettrait à tous les citoyens de s'exprimer sans attendre la fin du mandat en cours."

➡ "Les référendums sont de fausses pistes démocratiques. En fait, les questions sont posées par les "installés" politiquement et les débats seront confisqués par les organisations politiques et non par les citoyens. Revoir la vie démocratique, c'est donner la parole aux citoyens dans des débats et dans des instances dans lesquelles les citoyens sont tirés au sort."

□ Mais le débat ne se cantonne pas aux passages obligés de ces dernières semaines. Ainsi de cette question sur **l'interdiction des sondages politiques durant les campagnes électorales**, qui divise comme le montrent ces deux extraits :

➡ "J'ai voté "mitigé". C'est un argument fort louable, car que l'on le veuille ou non, pas mal de gens restent influencés par les sondages et votent en conséquence. En revanche, il sera difficile d'appliquer cette interdiction car l'on verra toujours émerger des sondages "non officiels", qui auront eux aussi un effet."

➡ "Il y a une inégalité des candidatures face aux sondages. Celles qui peuvent s'offrir des sondages sont avantagées. Les questions posées permettent toujours d'obtenir des réponses favorables et incitatives."

□ L'agriculture, les questions environnementales, l'alimentation, font également partie des sujets les plus commentés, avec **un plébiscite pour**

➡ **"l'interdiction du glyphosate"**

[§] <https://www.bfmtv.com/tech/le-vrai-debat-la-plateforme-des-gilets-jaunes-ouvrira-le-28-janvier-1619561.html>

⇒ et "de vraies sanctions financières contre les entreprises polluées".

Après un vote serré, l'agora numérique se prononce contre "un maintien du nucléaire" en France.

□ Plus surprenant, la passion pour le retour de la consigne des bouteilles en verre dont attestent ces deux participations :

⇒ "Pour les consignes, j'ai connu et c'est simple. Moins polluant. Mais surtout l'emploi du verre pour conserver les liquides est plus sain que le plastique, que l'on retrouve de partout sur la planète... Oui au verre consigné."

⇒ "Attention le retour des consignes en verre doit être local sinon tout le bénéfice environnemental est perdu. Imaginez-vous le balai des camions traversant les campagnes pour aller chercher les bouteilles vides et les réexpédier en Belgique (bières) ou ailleurs."

□ Comme pour démentir les oiseaux de mauvais augure sur l'état de notre démocratie,

⇒ la proposition de réinstauration de la peine de mort provoque un vote massif... contre.

Mais pas

⇒ la suppression et la révision des cumuls des retraites des parlementaires,

⇒ la légalisation du cannabis,

⇒ "l'interdiction du flashball dans les manifestations"

ou des

⇒ "peines de prison ferme pour la fraude et l'évasion fiscale".

Autour de

⇒ "l'expulsion définitive des fichés S vers leur pays d'origine", le débat est serré mais le "pour" l'emporte.

La santé se rappelle à l'exécutif

Le gouvernement, qui réfléchit à des pistes économiques pour sortir du marasme politique dans lequel la crise des gilets jaunes l'a plongé, pourrait venir prendre la température dans les 6 676 propositions dédiées. Ici, on souhaite massivement

⇒ rétablir l'ISF,

⇒ "nationaliser les autoroutes amorties",

⇒ "indexer les salaires et les pensions",

ou encore

⇒ supprimer ou "limiter le CICE aux petites entreprises".

Même sur la suppression des droits de successions, les visiteurs ont des avis (nombreux) :

⇒ "Ces biens sont le fruit d'une vie et la propriété de chacun, la transmission de biens immobiliers et de biens parfois symboliques n'a aucune valeur monétaire dans le cas d'un décès. D'autant que ces biens acquis ont déjà été taxés tout au long de la vie du défunt."

⇒ "Cette proposition ne profiterait qu'aux riches. O.K. pour moduler la taxation en fonction de la fortune et des revenus existant dans la famille. Car il est normal que les rentiers participent à la solidarité nationale (ce qui est la mission première des impôts qui, bien sûr, doivent être justes et proportionnels)."

⇒ "Les biens transmis ont très souvent déjà été soumis à l'impôt tout au long de la vie. Des frais d'enregistrement notariaux oui, mais pas d'impôt sur la mort d'autrui."

□ Les grands sujets de société s'invitent aussi, comme

⇒ la suppression des onze vaccins obligatoires, qui remporte nombre de suffrages

⇒ ou "l'autorisation de l'euthanasie active",

⇒ pour avoir le droit de "choisir comment mourir".

Les visiteurs n'arrivent pas en revanche à se mettre d'accord sur

⇒ la "PMA pour toutes" (133 contre, 113 pour et 25 mitigés)

⇒ ou sur la suppression du droit du sol.

□ La question du handicap occupe, comme dans le mouvement des gilets jaunes, une très large place, avec par exemple cette proposition de transformer l'allocation adultes handicapés (AAH) en une pension, proposition quasi invisible dans le reste de l'espace médiatique :

⇒ "L'AAH ne devrait pas avoir un lien avec les salaires des conjoints, je suis tout à fait d'accord, et à cause de cela je vis seule depuis 9 ans, je n'ose pas m'aventurer à vivre avec une personne. Oui, on a eu 40 € de plus, mais pour moi, on m'a augmenté mon loyer et baissé mon APL, alors je ne vois pas où est le mieux."

⇒ "Sans doute allez-vous penser que je n'ai pas de cœur, mais pour moi, le handicap n'est pas un statut. Je connais trop de handicapés qui veulent que l'on oublie leur handicap et qu'on les considère comme des personnes valides pour accepter ce terme et la pension qui en découle."

□ Débats de gilets jaunes, ou débats d'experts... La santé est l'un des secteurs les plus emblématiques de la baisse des moyens alloués aux services publics. Un domaine où l'austérité est visible à l'œil nu, au nombre de patients devant attendre avant d'être pris en charge dans les services d'urgence, ou aux nombreux établissements de santé fermés depuis dix ans. Elle est pourtant absente des grands thèmes autorisés par le gouvernement pour son débat national, de quoi donner de l'urticaire aux soignants.

Des médecins de l'APHP (les 39 hôpitaux de l'Île-de-France) ont été les premiers à ouvrir le bal, en organisant une série de débats au sein de l'institution, qui ont fait salle comble (voir notre reportage⁶). Les médecins de l'hôpital public, portés par l'intersyndicale des praticiens hospitaliers APH, ont renchéri en montant carrément une plateforme dédiée à l'avenir de l'hôpital⁷. La synthèse des contributions sera présentée au gouvernement, alors que la loi Santé arrive mi-mars devant l'assemblée nationale pour un premier examen. Et là encore, les idées foisonnent, présentées sous la forme de "problèmes", et de "solutions", soumises là aussi aux votes.

Ainsi, lorsqu'un internaute propose de fixer "les ratios de personnel médical et paramédical par nombre de lits et par spécialité sur des critères médicaux"⁸, un soignant témoigne :

► "Dans mon CHU, aucun service de médecine ne dépasse ses capacités, ne serait-ce que d'un patient... alors qu'aux urgences nous dépassons quotidiennement nos capacités de 200 à 300 %. Il y a tous les jours plus de patients dans les couloirs que dans les boxes... Pourquoi une telle différence de traitement en interne ?"

Un autre, sur le développement de la médecine de ville pour décharger l'hôpital, résume sa pensée :

► "Il faut tenir compte de l'environnement du patient et de son accès au soin ; il sera plus consommateur de moyens si l'aval n'est pas développé, s'il n'a pas de généraliste, si l'accès aux spécialités est compliqué, s'il est précaire, si ses moyens de transport sont limités. Le cadre sup' valide, résidant dans un arrondissement ouest de Paris, à deux stations de métro d'un CHU, et qui dispose de tous les spécialistes libéraux (dentistes compris) dans son quartier, aura sûrement moins besoin de paramédicaux en cas d'hospitalisation..."

Temps de travail, recours à l'intérim, les discussions sont techniques mais montrent à quel point les argumentations budgétaires annuelles au sommet de l'État, pour doter de quelques millions supplémentaires en plus ou en moins l'hôpital, semblent hors-sol au regard du quotidien du personnel :

► "Le temps de travail à 35 h est la principale raison pour laquelle la rémunération est si faible. Reconnaissons la vraie durée de travail (40 à 60 h) et rémunérons-la à sa juste valeur."

► "Nous manquons de personnels médicaux. Impossible dans la situation actuelle de réduire le temps de travail des médecins sans de nouveaux emplois (et donc de nouveaux médecins formés)."

⁶ <https://www.mediapart.fr/journal/france/210219/grand-debat-l-hopital-se-parler-c-est-deja-extraordinaire-ca-n-arrive-jamais?onglet=fullv>

⁷ <https://legranddebatsante.fr/>

⁸ <https://legranddebatsante.fr/consultations/offre-de-soins-hospitaliere/consultation/consultation-4/opinions/fonctionnement-pour-les-malades/solutions/fixer-les-ratios-de-personnel-medical-et-para-medical-par-specialite-et-sur-des-criteres-medicaux>

➡ "L'intérim coûte cher mais l'augmentation de la masse salariale aussi..."

➡ "En psychiatrie, on a fermé trop de lits. Rouvrons-les, mais avec les infirmiers et les médecins qui vont avec ! Un autre problème : le manque de foyers ou de maisons de retraite qui génèrent une embolisation des services. Dix ans pour entrer en foyer quand on vient d'un service de psy !!! Nécessité absolue également de mettre en œuvre des moyens spécifiques pour les migrants souffrant de pathologie psychiatrique."

☐ Ce que disent les pauvres



© Elodie Perrot/Secours catholique

Le plus fécond et inattendu de ces débats parallèles est peut-être la restitution par le Secours catholique⁹ des 150 débats que l'association a organisés dans toute la France. Deux mille propositions, 800 pages de verbatim, pour des tables rondes organisées de janvier à février 2019.

Heurtée par la mise à l'écart de la Commission nationale du débat public, l'association caritative justifie ainsi son initiative :

"Le Secours catholique a accueilli favorablement sur le principe la décision du gouvernement de lancer un Grand débat national pour sortir de l'impasse sociale et démocratique. Nous ne nous sentons tenus, ni par la liste, ni par la formulation — parfois très orientée — des questions énoncées par le président de la République. Nous désapprouvons, en particulier, l'inclusion des questions migratoires et de laïcité dans le cadre de ce débat, un choix tendant à alimenter un discours dangereux qui voudrait faire des étrangers et des musulmans la cause de la crise sociale française."

Les bénévoles et bénéficiaires du Secours catholique ont également craint que le mouvement des gilets jaunes, "majoritairement animé par des personnes qui craignent le déclassement, mais qui vivent au-dessus du seuil de pauvreté", n'oublie les "préoccupations et les idées des personnes les plus en galère". Les pauvres ont donc pris la parole.

Pour ces personnes en grande précarité, l'accès au droit arrive bien sûr en haut des préoccupations, alors que le chantier sur le revenu universel d'activité¹⁰, lancé par Emmanuel Macron lors de la présentation du plan pauvreté, est ouvert :

➡ "Si tu sais pas faire sur Internet, tu peux te faire cuire un œuf. Ça met des gens de côté."

➡ "Les assistantes sociales n'ont pas le temps de nous recevoir correctement."

➡ "Je trouve lourde la relation avec l'administration au sens large."

Alors que beaucoup en sont éloignés, la dévalorisation du travail inquiète pour soi, et pour ses proches, dans la droite ligne du sentiment de déclassement exprimé depuis quatre mois par les gilets jaunes :

⁹ <https://www.secours-catholique.org/>

¹⁰ <https://www.mediapart.fr/journal/france/130918/plan-pauvrete-pour-etre-aide-il-faudra-travailler?onglet=full>

- ➡ "Beaucoup de personnes en CDD et à temps partiels n'y arrivent pas."
- ➡ "On constate que des personnes ne peuvent plus vivre de leur travail. Il y en a de plus en plus."
- ➡ "Mes enfants travaillent mais ne s'en sortent pas."
- ➡ "Quand l'industrie part à l'étranger, c'est volé aux ouvriers."

Fin du monde et fin du mois, le slogan d'Emmanuel Macron devenu le symbole de la convergence sociale et écologique qui s'opère pour la première fois, agite tout autant que l'éloignement géographique. Et alors que les militants du DAL¹¹ (droit au logement) squattent bon nombre de groupes gilets jaunes, notamment en Île-de-France, la question du coût de l'habitat revient en force :

- ➡ "On nous donne des trucs comme ça, le RSA, l'ASS, c'est des bouche-trous... on ne peut pas vivre avec."
- ➡ "Quand vous avez une mairie, un petit coiffeur et un bar seulement, c'est un village qui se meurt."
- ➡ "Se payer une mutuelle est un luxe. J'ai payé de ma poche 1 800 euros pour mes appareils auditifs, donc mes économies y sont passées."
- ➡ "Les agences demandent 3 fois le montant du loyer en termes de salaire. À Toulouse, on ne peut pas se loger."

Les politiques ne sortent pas non plus grandis de cette prise de parole, la figure présidentielle en particulier :

- ➡ "C'est la richocratie. Un riche élu par les riches."
- ➡ "Il y a une incompréhension qui vient d'en haut, la négligence de ceux qui sont bien, qui vivent bien, et puis, il y a les autres."

Le Secours catholique a signé, comme 19 autres organisations, ONG, syndicats, le "pacte pour pouvoir vivre"¹², publié le 5 mars. Y figurent une soixantaine de propositions politiques, sociales et écologiques. Mais l'association le dit sans ambages, la souffrance ainsi que la terrible peur du lendemain exprimée pendant deux mois, à travers la France, par les membres de son association, "nous obligent" :

- ➡ "En travaillant une heure par semaine, comment j'irai jusqu'à la retraite ?"
- ➡ "Comment on va faire si la planète disparaît ?"

¹¹ <https://www.droitaulogement.org/>

¹² https://www.lemonde.fr/idees/article/2019/03/05/les-66-propositions-du-pacte-pour-le-pouvoir-de-vivre_5431464_3232.html

- ➡ "Je vends mes meubles pour payer la cantine, le collègue."
- ➡ "Pour équilibrer le budget, je ne chauffe pas. Je chauffe la chambre des enfants."
- ➡ "Mon fils dort sur un matelas gonflable."

Lire aussi

- Notre dossier «gilets jaunes»: la révolte des oubliés Par La Rédaction De Mediapart
- «Grand débat»: le pouvoir fixe déjà ses lignes rouges Par Ellen Salvi
- A Rennes, qu'ils soient élus ou gilets jaunes, les déçus du macronisme cherchent un port d'attache Par Ellen Salvi
- Grand débat: en Haute-Vienne, un plaidoyer pour la justice et la solidarité Par Manuel Jardinaud